

Ce développement social qui a lieu partout dans le monde, a comme conséquence que de plus en plus des hommes sont soumis(es) directement aux contraintes brutales du marché. L'exploitation du si cité Tiers-Monde par le si cité Premier-Monde s'intensifie également de plus en plus. La tâche qui les si cités pays du Tiers-Monde adoptent pour le marché est justement une autre: certaines branches de la production sont transportées là bas, pour pouvoir produire à meilleur marché; des matières premières sont exploitées, sans que ces pays puissent en profiter; etc. Une grande partie des hommes dans le monde vit dans la pauvreté ou la pauvreté extrême, beaucoup de gens n'ont pas d'accès à l'eau, l'approvisionnement médical, l'éducation, la terre, etc.

Tout ça n'est donc pas une conséquence d'un souvent cité sous-développement, donc quasiment un développement inéluctable, trop lent, de ces états et de leur économie, mais doit être vu dans le contexte de l'histoire coloniale et du système capitaliste mondial. Les états industriels et leurs organisations internationales, comme le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC veillent pour que cet état de l'inégalité frappante soit stable et intensifié.

Cela arrive par exemple par des si cités programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale. Les programmes d'ajustement structurel forcent les pays du si cité Tiers-Monde à orienter leur politique économique (nationale) de façon néolibérale, c.-à-d. de se orienter sur les maximes de la privatisation, la libéralisation et la déréglementation. C'est le seul moyen pour avoir encore accès aux crédits primordiaux. Cela se passe avec des conséquences sociales dévastatrices: Pauvreté de masse, inégalité croissante et destruction des cadres sociaux. Un exemple notamment drastique, mais également un exemple d'une résistance réussie, est la privatisation de l'approvisionnement de l'eau dans la région Cochabamba en Bolivie, après que la Banque Mondiale avait recommandé de rayer les subventions d'eau. Il est arrivé à des augmentations de prix entre 35% et 300%. Par des démolitions des plusieurs mois avec 100 000 manifestant(e)s, il a été réussi de forcer la reprise de la loi sur la privatisation de l'approvisionnement de l'eau. D'autres exemples pour les conséquences fatales des programmes d'ajustement structurel sont une hausse dramatique du coût de la vie au Salvador après la privatisation de l'alimentation du courant électrique d'après la recommandation du FMI et de la Banque Mondiale ou l'aggravation massive des soins médicaux de la population du Zimbabwe suite à la réduction des dépenses médicales liées aux programmes d'ajustement structurel. Ou aussi l'accès aggravé à l'éducation sur la Jamaïque après l'abaissement des dépenses d'éducation de 40% par le gouvernement, fait qui a été recommandé par FMI. L'application des programmes d'ajustement structurel était seulement possible à cause de la situation de la crise de dettes dans les pays du si cité Tiers-Monde. La situation est intensifiée encore par la politique du libre-échange propagé par l'OMC qui a eu comme conséquence dans beaucoup de pays que par exemple les producteurs/productrices agraires autochton(e)s ne pouvaient plus concurrencer avec les produits venants des centres capitalistes qui ont afflué tout d'un coup sur le marché.

„Les frontières ne passent entre les pays, mais entre le haut et le bas“, comme Karl Liebknecht l'avait formulé une fois. Car d'après Liebknecht, la première guerre mondiale n'était ni dans l'intérêt de la classe ouvrière allemande ni de la celle française ni d'une autre. Elle était plutôt une conséquence de la concurrence capitaliste des nations resp. des intérêts des capitaux nationaux respectifs. Cette perspective est aussi encore aujourd'hui actuelle: L'exploitation du si cité Tiers-Monde par le si cité Premier-Monde et l'exclusion sociale structurelle de beaucoup

de populations en Europe résultent de l'une et même logique. À cela il s'ajoute que non seulement les pays du nord global, mais aussi les pays du si cité Tiers-Monde sont structurés en forme des classes. En général les élites locales ne peuvent s'en tenir au pouvoir que par le soutien des pays industrialisés riches (comme déjà pendant le colonialisme) - des groupes auto-organisés des réfugié(e)s désignent cela comme collaboration. La frontière entre le nord et le sud globaux fait aussi de la vie de beaucoup d'hommes dans des sociétés du nord global l'enfer, bien visible le long des clôtures des camps de déportation allemands.

La frontière extérieure européenne passe entre Oldenburg et Blankenburg

La politique de migration de l'UE est également dans ce cadre: Pour repousser des coulées des réfugié(e)s elle investit des millions seulement pour la sécurisation des frontières. La politique hostile en dehors de l'UE est payé en partie directement avec l'argent de l'UE. Les drames de Ceuta et Melilla, des „boat people“ (réfugié(e)s venant avec des barques) noyant devant les Canaries et des réfugié(e)s abandonné(e)s dans le désert Algérien qu'on voit dans les media ne sont que le pointe de l'iceberg. La responsabilité politique directe des états européens se montre claire particulièrement dans le fait qu'ils menacent les états de transit par des sanctions économiques si ceux-ci n'agissent pas comme le bras prolongé de la défense de la fuite européenne. L'iceberg lui-même est le système économique global qui subdivise les nations en zones de la richesse et zones de la pauvreté et aussi qui est responsable pour des désastres politiques dans beaucoup de ce que l'on appelle pays du Tiers-Monde. Cette inégalité structurelle est alors aussi la raison pour que le passeport d'un homme décide sur combien de liberté de mouvement il/elle possède.

Normalement l'homme devrait toutefois penser que l'Europe, qui se fait l'éloge elle-même d'être le berceau de l'humanisme, accorde la protection au moins aux réfugié(e)s politiques. Toutefois l'asile en Europe est de fait aboli, au moins depuis le début des années quatre-vingt-dix. Le taux de reconnaissance de 0,9 % en Allemagne montre ce fait très bien. Pour des hommes qui demandent l'asile, c'est d'une part presque impossible d'arriver dans les pays européens, parce que la contrôle aux frontières empêche cela. D'autre part pour ceux qui ont réussi quand même d'arriver c'est presque impossible de donner la preuve de leurs „raisons de fuite justifiées“ ou ils/elles risquent une déportation immédiate à cause des règlements, comment par exemple ceux „des états tiers sûrs“. Qui peut venir à l'Europe se décide dans la mesure dans laquelle sa main-d'oeuvre est valorisable.

La migration n'est pas seulement une fuite à cause de la destruction, la torture et des massacres, mais en même temps un départ, vote avec les pieds contre les structures de pouvoir globales, recherche d'une meilleure vie. Des migrant(e)s qui viennent de la périphérie dans les centres industriels, croisent les mesures d'isolation de la forteresse de l'Europe qui ne vont pas du tout avec le principe de libre mouvement des capitaux et des marchandises, autrement propagé à haute voix. À cet égard, la migration qui a le potentiel de remettre en question les structures dominantes est déjà un mouvement social. D'autre part, le quotidien des migrant(e)s/sans papiers contournant les efforts des règlements nationaux n'est pas automatiquement en contradiction avec les structures de pouvoir. Car ces formes de l'organisation de la vie sont également intégrables: par exemple, le travail illégalisé lui même est beaucoup, mais pas une lutte émancipatrice, mais plutôt la prolongation de l'inégalité sociale globale, concrètement: exclusion sociale structurelle. Bien que les stratégies de survie des réfugié(e)s et migrant(e)s n'apprennent en grande partie aucune articulation politique (ce que souvent n'est pas du tout si simple), ils représentent un défi constant de l'ordre dominant, oui par leur simple existence ils modifient constamment les sociétés européennes. La migration est ainsi tout à fait un mouvement social - sans qu'elle soit par conséquent glorifiée par définition.

„Les frontières ne passent entre les pays, mais entre le haut et le bas“

Ainsi, il y a eu beaucoup de résistance au cours des dernières décennies dans toute l'Europe, comment par exemple au cours d'automne dernier ici à Oldenburg. Dans le camp d'accueil et de départ qui se trouve à 7 km de Oldenburg, Blankenburg, des réfugié(e)s sont retenu(e)s par des années, sans des propres possibilités pour cuisinier, sans avoir le droit de quitter le département, sans avoir le droit de travailler, avec un maximum de 38€ d'argent liquide par mois, etc. En octobre 2006 les environ 200 habitantes du camp Blankenburg ont décidé de lutter contre les conditions de vie dans le camp, en boycottant la nourriture de la cantine et les travaux de 1€ pour quatre semaines. Aussi dans la succursale du camp Blankenburg, dans le camp de déportation Bramsche/Hesepe, il y a eu des nombreuses protestations et également une grève de la cantine pendant deux semaines. La lutte continue maintenant avec d'autres moyens. Cette lutte s'adresse en principe contre un état de l'humiliation, de l'isolement et de l'exclusion sociale et ne se limite pas - au moins en termes de perspective - à l'amélioration par exemple de la nourriture, mais vise l'abolition du système de camps allemand et européen. (We don't want just a cake, we want the whole fucking bakery.)

De cette façon, cette lutte s'incorpore dans les luttes à l'échelle européenne pour le droit de séjour. D'autres groupes de migrant(e)s actifs/actives en Allemagne ont eu le slogan valable aussi dans ce contexte «nous sommes ici, parce que vous détruisez nos pays». Le réseau de la caravane travaille depuis des années à ce thème et visitera par conséquent Oldenburg dans le cadre d'une Caravane pour les Droits des Réfugié(e)s et Migrant(e)s qui conduira au G8, pour se montrer solidaire avec les protestations à Blankenburg et aller en commun sur la route. En outre, le réseau NoLager consistant des groupes auto-organisés des réfugié(e)s de l'Allemagne de sud et de nord va venir. Par exemple l'Initiative de Réfugié(e)s de Brandebourg (FIB) a contribué largement à l'abolition du système raciste des bons à Brandebourg.

La frontière passe entre le haut et le bas

Au plus tard, depuis l'effondrement des états dont il y avait l'existence réelle du socialisme, la société capitaliste essaye de se représenter comme la seule société possible. L'état se retire toujours de plus en plus (sans vouloir propager l'intervention nationale comme une solution), au moins concernant par exemple les conditions du travail, et le marché d'achat s'assume à déterminer la vie des hommes dans une forme encore plus directe. Il semble ainsi à beaucoup de gens comme si les contraintes qui limitent la vie sont inaltérables. Car du fait que la société se structure sur des prix et un échange, donc par exemple par la vente de sa main-d'oeuvre, ces contraintes apparaissent comme des nécessités.

Entre autres, ce cadre explique pourquoi beaucoup d'hommes en Europe acceptent si facilement en grande partie les modifications des dernières années. Pas seulement depuis Hartz IV ou l'agenda 2010, la politique sociale vise en Allemagne une suppression du système social et la reprise



des droits obtenus par une lutte dure. De plus en plus d'hommes ne travaillent plus dans des conditions de travail «normaux», mais extrêmement incertains.

Un exemple pour le processus de la précarisation est la libéralisation du marché de lettres. Cela peut aussi être observé tout à fait concrètement à Oldenburg. Elle commence officiellement le 1.1.2008, mais dans la réalité elle a eu lieu déjà depuis longtemps avec l'aide de quelques finasseries. Les services de lettre privés jaillissant du sol payent les salaires qui sont 20-70% plus faibles que la poste allemande. Il n'y a pas de conventions collectives, à peine d'organisation syndicale et dans peu d'entreprises de comités d'entreprise qui soutiennent les employé(e)s comme mécanismes collectifs contre l'employeur. Beaucoup de travailleuses/eurs ne sont employé(e)s que sur l'appel. Ainsi, l'employeur abaisse ses frais et les travailleuses/eurs sont forcé(e)s à vivre dans une incertitude constante. De cette manière, des travailleuses/eurs n'ont pas de protection contre le licenciement, aucune poursuite du paiement du salaire dans le cas médical et pas de congé payé. Dans un service de lettre privé à Oldenburg, après des argumentations durant deux années et avec l'aide de quelques fonctionnaires de syndicat engagés, on a réussi à imposer un comité d'entreprise. Quelques concessions concernant le respect des droits de travailleuses/eurs ont été pu extorqués à l'employeur. Il est informé dans l'entreprise sur ces droits et sur les possibilités de leurs imposition. Des processus de discussion sur la raison et les possibilités de la représentation de l'intérêt collective ont été déclenchés.

Cela n'est qu'un petit exemple, mais partout en Europe des luttes contre la précarisation ont lieu. Les Marches Européennes se composent des différents groupes qui luttent contre l'intensification de l'inégalité sociale et l'exclusion sociale structurelle «des superflu(e)s». Ils/elles critiquent un état, dans lequel de plus en plus des hommes doivent vivre dans des conditions de vie et de travail insécures. Des grandes parties de la population sont exclues par la privatisation de l'unité d'habitation, de l'eau, des soins de santé et de l'éducation. Avec les Marches Européennes, aussi les sans papiers viennent. Ce mouvement social «des migrantes si cité(e)s illégaux/illégales» attire l'attention régulièrement sur lui depuis une série des occupations des églises depuis 1997. Depuis leur formation ils/elles travaillent en collaboration étroite avec des organisations et des syndicats qui ne questionnent pas «seulement» le manquement de migration, mais l'intensification de la contradiction sociale en totale. À cet égard, justement l'histoire des sans papiers est aussi un modèle pour les objectifs de notre résistance commune. Employé(e)s de façon précaire, chômeurs/Chômeuses, personnes sans abri, des hommes sans papiers organisent en commun leur itinéraire pour le G8 et vont se rencontrer avec des mouvements antiracistes ici à Oldenburg.



Résistance illimitée

Du 26. à 29. Mai des différents groupes, qui ont malgré leur différences une perspective commune, se rencontreront ici à Oldenburg et iront en commun sur la route. L'occasion pour cela est le sommet de G8 du 2 à 8 Juin ayant lieu à Heiligendamm près de Rostock dont des chefs d'état et de gouvernement des huit pays les plus puissants et les plus riches de la terre (d'après leur propres renseignements) se rencontreront. Ces chefs de gouvernement symbolisent une politique mondiale qui divise les sociétés dans puissantes et impuissantes, pauvres et riches. Il s'agit d'utiliser le sommet, comme un symbole des structures de pouvoir globales, pour pratiquer la critique envers les structures sociales existantes et amener la discussion concernant des alternatives dans la société. Le sommet de G8 est ainsi pour nous l'occasion, mais au delà de ça notre objectif c'est la résistance commune.

En effet, l'exclusion sociale de tous les groupes résulte des structures de pouvoir. C'est à cause de ça qu'une politique antiraciste doit prendre en considération la contradiction sociale globale et également dans les états européens eux-mêmes, sinon elle manquera l'objectif et pourrait seulement regretter le non-respect des droits de l'homme sans pouvoir comprendre le lien social. Autrement des mouvements sociaux des hommes avec des papiers européens ne peuvent pas fermer leurs yeux devant les contradictions sociales globales et l'exclusion raciste structurelle en Europe, sans glisser dans le nationalisme ou l'ignorance. Finalement, non seulement l'internationalisme est une condition fondamentale d'une politique émancipatoire, mais aussi la migration est devenue un aspect essentiel de la société d'aujourd'hui et donc également une base d'un mouvement social.

Il y a eu déjà ici à Oldenburg un début de la mise en réseau des luttes. Par exemple en mars 2007 le ALSO (Organisation Autonome des Chômeurs/Chômeuses) et le plénum antiraciste Oldenburg/Blankenburg avaient organisé en commun une campagne pour l'utilisation gratuite d'autobus. Car les structures dominantes peuvent être amenées à ébranler, si nous avons le courage de surmonter la séparation stratégique des groupes opprimés. Notre objectif est ainsi: Un réseau pour une résistance commune!

La pauvreté et l'inégalité sociale existent aujourd'hui dans une ampleur énorme, la richesse produite se trouve dans les mains d'un petit nombre des gens. La pauvreté est combattue par les gouvernements en proclamant la guerre aux «superflu(e)s». Guerre à la guerre et aux structures dominantes!

**Mêmes droits pour tou(te)s!
Pour une liberté de mouvement globale !
Tout pour tou(te)s et ça gratuitement!**

Provenu de l'alliance des caravanes contre le G8 Oldenburg

Qui est-ce qu'on est...

Nous sommes une alliance des différents groupes et individus anti-racistes, autonomes, féministes, groupes des chômeurs/euses et syndicalistes, nous travaillons dans des contextes régionaux et supra régionaux, quelques gens des nous sont affecté(e)s directement des lois racistes et de l'exclusion sociale, quelques autres de nous n'y sont pas. Pour nous, il s'agit de lutter pour une vie autodéterminée pour tou(te)s. On proteste contre toutes formes des privations des droits, marginalisation et exploitation des hommes.

Contacte:

Antiraplenum Oldenburg
c/o Alhambra
Hermanstraße 83
26135 Oldenburg
antira-ol@web.de

Compte des donation:

Arbeitskreis Dritte Welt e.V.
Kto-Nr: 015 131337
BLZ: 28050100, LZ0
Fonction: Karawanen

www.alhambra.de/karawanen



résistance illimitée (a)menons ensemble les luttes sociales

**manif | 28-05-07
16.30 h | gare | oldenburg**

Du 26 à 29 Mai des différentes groupes auto-organisés des réfugié(e)s, «la caravane pour les droits des réfugié(e)s et migrant(e)s», «les marches européennes contre le chômage, l'emploi précaire et l'exclusion sociale» et autres groupes antiracistes, féministes, autonomes, groupes syndicalistes et des chômeurs/euses viendront à Oldenburg, pour aller ici en commun sur la route et discuter sur la perspective de résistance commune.

Il semble que parler de la critique du capitalisme n'est plus à la mode, quoique il n'y ait pas de bonnes raisons pour cela. La société actuelle produit la pauvreté et la faim dans une ampleur comme auparavant jamais. Car la modernisation resp. la globalisation ne sont pas du tout inoffensives, il s'agit plutôt des processus extrêmement puissants, par lesquels de plus en plus d'hommes sont réduit(e)s à leur simple utilisabilité. Et parce qu'un homme ne vaut qu'ainsi beaucoup comme ce qu'il/elle peut produire comme valeur, il y a dans le capitalisme non seulement les exploité(e)s dans un mode „tout à fait normal“, mais aussi ceux qui apparaissent comme superflu(e)s: Chômeurs/chômeuses, demandeurs/demandeuses d'asile, personnes sans abri. „Les superflu(e)s“ ressentent alors la dureté entière de l'exclusion sociale.

Les conditions pour les exploité(e)s dans une mode „tout à fait normale“ deviennent par exemple en Allemagne de pire en pire. Beaucoup de droits qui ont été obtenus de haute lutte, ont été retirés de plus en plus au cours des dernières années, par exemple la protection contre le licenciement, l'approvisionnement médical etc. Il y a des plus en plus secteurs dans lesquels d'une part le contrat de travail est extrêmement incertain et d'autre part le salaire suffit à peine pour survivre. L'homme doit se subordonner de plus en plus aux besoins du capital et devenir plus „flexible“ non seulement en ce qui concerne les horaires du travail. Plusieurs emplois, changements de domicile ou le travail dans de tout à fait différents domaines professionnels deviennent la normalité. Beaucoup de monde qui veut échapper au chômage, pour n'être plus en butte aux tracasseries des bureaux, travaille pour les entreprises de travail temporaire, dans lesquelles l'exploitation dégradante est souvent encore plus extrême que dans des contrats de travail traditionnels. À côté de ce type de privation des droits il y a encore un groupe qui est a priori privé des droits: Selon des estimations, plus d'un million de personnes vivent en Allemagne illégalement. Cela signifie qu'ils n'ont pas de papiers et en conséquence ils/ells sont en proie au marché de l'emploi. Ces travailleuses/travailleurs sont entre-temps devenu(e)s un élément essentiel du marché de l'emploi européen. L'illégalisation se trouve naturellement dans l'intérêt de beaucoup d'entreprises, puisque ainsi ils peuvent pratiquer le dumping de salaire et renoncér largement aux droits sociaux, parce que des protestations contre l'exploitation éfrénée sont presque exclues.